



Ville de Genève

Note à l'attention du

Service des  
Ressources humaines

CONSEIL ADMINISTRATIF

Action contre le chômage 2002

Rapport pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2002

1. Mission

La cellule de coordination de l'action contre le chômage, au sein du Service des Ressources humaines de la Ville de Genève, a étendu, durant le 1<sup>er</sup> semestre 2002, son domaine d'activités, amélioré le conseil en personnel et la réinsertion professionnelle de demandeurs d'emploi (femmes et hommes), en Ville de Genève.

Elle a ainsi affiné :

- la collaboration inter-institutionnelle (avec l'Office cantonal de l'emploi, ses Offices régionaux de placement, le Revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS), divers syndicats, institutions sociales et réseaux d'entraide) ;
- les multiples prestations directes aux demandeurs, telles qu'aide à la postulation interne et externe, aide à l'offre de services, bilan, évaluation, suivi, motivation, présentation de candidatures, conseils en assurance-chômage et droit du travail.

2. Résultats

- 275 nouveaux demandeurs d'emploi ont été reçus par le coordinateur de l'action chômage, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2002, pour un total de quelque 500 entretiens de conseil.
- 90 candidats ont été engagés en Ville de Genève sur le Fonds chômage municipal, dans le cadre de 86 emplois temporaires (d'une durée comprise entre 1 et 12 mois) et 4 stages professionnels (dont 3 fédéraux et 1 cantonal, d'une durée comprise entre 6 et 12 mois), destinés à des jeunes, sans expérience professionnelle, au sortir de leur formation. Concernant les stages, le Fonds chômage est actionné à titre de participation financière aux indemnités fédérales de chômage versées (pour les stages fédéraux) ou au salaire cantonal octroyé (pour les stages cantonaux).
- 14 candidats ont été engagés temporairement au sein d'institutions subventionnées par la Ville de Genève (financement des salaires et des charges patronales par le biais du Fonds chômage municipal).
- 20 candidats ont été engagés par les services municipaux, sur leur budget temporaire, suite à la présentation des dossiers par le coordinateur chômage.

- 12 candidats ont été engagés dans le cadre des mesures cantonales (ces emplois temporaires cantonaux, de 12 mois au maximum, sont octroyés aux chômeurs en fin de droit aux indemnités fédérales et financés par l'Etat de Genève, conformément à la Loi cantonale genevoise de chômage).
- Aucun candidat n'a été engagé dans le cadre des mesures actives fédérales du marché du travail, qui consistent en des emplois temporaires fédéraux au sein de programmes d'occupation réalisés en Ville de Genève - « Recensement du patrimoine immobilier municipal » et « Inventaire du patrimoine architectural municipal » ; ces programmes ont été arrêtés, sur décision du Secrétariat d'Etat à l'économie, à fin mai 2000.
- 3 candidats, inscrits au RMCAS, accomplissent leur contre-prestation obligatoire auprès du Service social, du Service des écoles et institutions pour l'enfance et du Grand Théâtre.
- 6 personnes, présentées par le coordinateur chômage, ont été engagées en qualité de fonctionnaire, en Ville de Genève.
- 2 autres ont été placées en externe.
- 7 places de cours Autocad sont occupées par des chômeurs indemnisés (dessinateurs et architectes), chaque session de 2,5 mois ; cette formation à subventionnement individuel, dispensée par la Ville de Genève, entre dans le cadre des mesures actives fédérales visant à améliorer l'aptitude au placement des chômeurs.

N.B. Les prolongations de contrats de travail ne sont pas comprises dans les résultats, énoncés ci-avant, relatifs aux engagements; les renouvellements de contrat (après une interruption ou en cas de changement de service) sont en revanche comptabilisés.

### 3. Chiffres

#### A) Etat initial du Fonds chômage en 2002

Montant initial voté pour l'exercice 2002*	1'903'746.00
Solde reporté de l'exercice 2001	0.00
Fonds chômage disponible en 2002	1'903'746.00

\*Voir la remarque infra sous J).

#### B) Engagements de chômeurs en Ville de Genève, sur le Fonds chômage

Total des salaires budgétés des 90 engagements dans les services municipaux	2'086'746.00
Total des salaires dépensés au 30 juin 2002	1'774'651.50

#### C) Engagements de chômeurs en institutions subventionnées, sur le Fonds chômage

Engagements de 14 chômeurs, dont 1 à la Fondation GIPRI, 1 à l'Association LE CARE, 3 à l'Association Le Trialogue, 1 à CARITAS, 1 à l'Association Forde Art Contemporain, 1 à la Crèche de La Dent-de-Lait, 1 au Centre de contacts Suisses-Immigrés, 3 à l'Association pour le Patrimoine industriel et 2 à l'association Copyrart.

Total des charges salariales budgétées pour ces institutions	440'000.00
Total des charges salariales dépensées au 30 juin 2002	213'948.25

**D) Frais d'entretien, d'énergie et de matériel, sur le Fonds chômage**

Budget pour l'entretien, l'énergie et le matériel des ateliers de chômeurs (cours Autocad)	2'000.00
---	----------

Total des dépenses au 30 juin 2002	0.00
------------------------------------	------

E) Total des engagements au 30 juin 2002 pour les rubriques B), C), D)	2'528'746.00
--	--------------

F) Total des dépenses au 30 juin 2002 pour les rubriques B), C), D)	1'988'599.75
---	--------------

G) Etat du Fonds chômage (sans les recettes) au 30 juin 2002	- 84'853.75
--	-------------

**H) Recettes prévues sur le Fonds chômage**

Solde attendu de subventions SECO, programme RPIM et Autocad 2000	100'000.00
---	------------

Rétrocession attendue par la SUVA d'indemnités journalières accidents, pour 6 candidats en incapacité de travail temporaire pendant le contrat	50'000.00
---	-----------

Total des recettes prévues en 2002	150'000.00
------------------------------------	------------

I) Dépassement du Fonds chômage au 30 juin 2002 (crédit initial, moins les engagements budgétés, plus les recettes prévues)	- 475'000.00
--	--------------

**J) Il n'est pas tenu compte, au 30 juin 2002, du crédit supplémentaire afférent au Fonds chômage, accepté le 25 juin 2002 par le Conseil municipal, l'information officielle n'étant pas encore parvenue au Service des Ressources humaines et le délai référendaire y relatif n'ayant pas encore abouti.**

**4. Conclusion**

- Depuis plusieurs années, la Ville de Genève, par son «action contre le chômage» et le Fonds municipal y afférent, contribue à prévenir et à combattre le chômage, notamment de longue durée, ainsi que l'exclusion sociale et professionnelle.
- En sus de ses rôles d'écoute, de conseil, d'encadrement et d'aide globale à la postulation des demandeurs d'emploi, la cellule coordination chômage œuvre aussi activement au placement et à l'engagement de ceux-ci, dans le cadre de missions temporaires financées par la Ville de Genève (Fonds chômage ou budget temporaire des services), de stages professionnels, d'emplois temporaires cantonaux, etc.
- La Ville de Genève développe depuis plusieurs années ladite action en complémentarité et en coordination avec les organismes compétents, notamment cantonaux (OCE, RMCAS, etc.) et associatifs, qui travaillent à la réinsertion des personnes exclues du monde du travail.
- La demande de personnel temporaire auprès de la cellule coordination chômage connaît un essor fulgurant en 2002. Elle est liée notamment aux événements suivants :
  - des surcharges de travail dans les services municipaux (notamment en cas d'absences diverses de personnel fixe)
  - des développements de secteurs et de services municipaux (affaires culturelles, administration centrale, etc.)
  - des circonstances économiques particulières (cessation d'activité de grandes entreprises, dont Swissair et le Casino)

- une diminution très nette, en 2002, des engagements de personnes en mesures cantonales, à compenser par des engagements sur le fonds chômage municipal (surtout dans la surveillance, la décoration et la collaboration scientifique)
  - le strict respect, par les services et la coordination chômage, de la durée d'engagement de 12 mois, évitant les situations de "faux temporaires" mais induisant la nécessité de pourvoir les mêmes postes de travail temporaires par de nouveaux candidats
  - le développement de la cellule coordination chômage, entre autres la présentation de profils adéquats, tant dans les services municipaux que dans les institutions subventionnées, et les bons résultats de placements enregistrés ces dernières années, qui favorisent de nouvelles demandes d'engagements
  - la connaissance étendue, sur le plan genevois, de cette action contre le chômage comme dernier recours à une possibilité de réinsertion professionnelle, entraînant de nombreuses sollicitations tant de l'Office cantonal de l'emploi, des demandeurs d'emploi, des services municipaux et de toutes les institutions à vocation sociale et de réinsertion.
- Les éléments analysés ci-dessus expliquent de ce fait le dépassement sur la ligne budgétaire du Fonds chômage, au 30 juin 2002. Il est rappelé ici que le crédit supplémentaire, accepté le 25 juin 2002 par le Conseil municipal, n'est pas pris en compte dans ce bilan semestriel.
  - Ainsi, en comptabilisant toutes les catégories de contrats d'engagements de chômeurs en 2002, la Ville de Genève a offert au total :
    - 90 engagements sur le Fonds chômage, dans les services municipaux;
    - 14 engagements sur le Fonds chômage, dans les institutions subventionnées;
    - 20 engagements sur les budgets temporaires des services municipaux;
    - 12 engagements sur les mesures cantonales pour chômeurs en fin de droit;
    - 00 engagement sur les mesures fédérales de type programme d'occupation;
    - 03 engagements sur les mesures contre-prestations du RMCAS, soit :

**139 engagements temporaires de chômeurs**

Genève, le 11 juillet 2002.

Le Chef du Service  
des Ressources humaines :



J.-P. Santoni

Annexes :      Rapports financier et statistique.

**Engagements 2002**

Crédit voté pour 2002	1'903'746.00
Solde 2001 reporté	0.00
<b>MONTANT ACTION CHÔMAGE 2002</b>	<b>1'903'746.00</b>
	<b>BUDGET</b>
	Engagements
Provisions / Salaires des chômeurs engagés par les services de la Ville de Genève	2'086'746.00
Provisions / Salaires des chômeurs engagés par des institutions subventionnées	440'000.00
Provisions / Frais d'entretien, d'énergie et de matériel des ateliers chômeurs (cours Autocad)	2'000.00
<b>Total des engagements au 30 juin 2002</b>	<b>2'528'746.00</b>
<b>Total des recettes prévues pour l'action chômage 2002</b>	<b>150'000.00</b>
<b>DEPASSEMENT FONDS CHÔMAGE AU 30 JUIN 2002 (crédit ./ engagements + recettes)</b>	<b>-475'000.00</b>
Contrats/chômeurs / services mun. / BUDGET FDS CHÔMAGE VG*	90
Contrats/chômeurs / institutions subv. / BUDGET FDS CHÔMAGE VG	14
Contrats/chômeurs / BUDGETS TEMPO. SERVICES VG**	20
Contrats/chômeurs cantonaux / BUDGET ETAT GE	12
Contrats/chômeurs fédéraux (RPIM***/IPAM****) / BUDGET CONFED.	0
Contrats/chômeurs en contre-prestations / BUDGET du RMCAS*****	3
<b>TOTAL CONTRATS OFFERTS PAR LA VILLE AUX CHÔMEURS *****</b>	<b>139</b>
<b>AU 30 JUIN 2002</b>	

- \* Y compris 4 stages (1 cantonal, 3 fédéraux) avec participation financière de la Ville  
 \*\* Engagements tempo. sur les budgets des services, de chômeurs présentés par le coord. chômage  
 \*\*\* RPIM : Programme fédéral de recensement du patrimoine immobilier municipal  
 \*\*\*\* IPAM : Programme fédéral d'inventaire du patrimoine architectural municipal  
 \*\*\*\*\* RMCAS : revenu minimum cantonal d'aide sociale  
 \*\*\*\*\* Les prolongations de contrat ne sont pas comprises; les renouvellements (après interruption ou changement de service) oui.

**Dépenses 2002**

Crédit voté pour 2002	1'903'746.00		
Solde 2001 reporté	0.00		
<b>MONTANT ACTION CHÔMAGE 2002</b>	<b>1'903'746.00</b>		
		<b>BUDGET</b>	<b>DEPENSES</b>
		Engagements	Dépensé      Solde
Salaires des chômeurs engagés par les services de la Ville de Genève	2'086'746.00	1'774'651.50	312'094.50
Salaires des chômeurs engagés par des institutions subventionnées	440'000.00	213'948.25	226'051.75
Frais d'entretien, d'énergie et de matériel des ateliers chômeurs (cours Autocad)	2'000.00	0.00	2'000.00
<b>Total des engagements au 30 juin 2002</b>	<b>2'528'746.00</b>		
<b>Total des dépenses au 30 juin 2002</b>		<b>1'988'599.75</b>	
<b>Solde</b>	<b>-625'000.00</b>		<b>540'146.25</b>

Etat du fonds chômage (sans les recettes) au 30 juin 2002

**-84'853.75**

**Recettes diverses action chômage**

Solde attendu de subventions SECO, programme RPIM et Autocad 2000,  
à verser par la Caisse de chômage 100'000.00

Rétrocession attendue par la SUVA d'indemnités journalières accidents,  
pour 6 candidats en incapacité de travail temporaire pendant le contrat 50'000.00

**TOTAL DES RECETTES PREVUES EN 2002**

**150'000.00**

**SOLDE FONDS CHÔMAGE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2002**

**65'146.25**

# SALAIRES DES CHÔMEURS SUR LE FONDS CHÔMAGE 2002

FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE				
No	Services	Nombre	Prévision budg.	Total
000100	Secrétariat du Conseil municipal			
000200	Secrétariat Conseil administratif	9	259'858.65	
000300	Achats			
000500	CAP			
000900	DSI			
001000	Service des Ressources Humaines	5	131'177.40	
100100	Dir. Finances et Caisse municipale	2	31'349.75	
100400	Comptabilité et budget			
100500	Gérance immobilière municipale	3	80'012.45	
900100	Contrôle financier			
		<b>19</b>		<b>502'398.25</b>
AMENAGEMENT, CONSTRUCTIONS ET VOIRIE				
210100	Dir. Division aménag. et constructions			
210400	Service d'aménagement urbain et écl. public			
210700	Energie	1	38'060.00	
210600	Service des bâtiments	2	13'550.65	
210500	Architecture	1	18'525.00	
230300	Etudes et constructions	1	9'701.25	
230500	Voirie levée et nettoyage	4	65'969.25	
		<b>9</b>		<b>145'806.15</b>
AFFAIRES CULTURELLES				
300100	Direction dépt. affaires culturelles			
310100	Division art et culture	1	32'993.45	
330200	Bibliothèque publique et universitaire	3	75'992.50	
330100	Bibliothèques municipales + musicale	6	138'490.15	
310400	Conserv. patrimoine architectural + Fonds d'art contemp.	1	6'652.80	
320100	Conservatoire et jardin botaniques			
320200	Musées d'art et d'histoire et BAA	25	604'792.25	
320300	Musée d'ethnographie	4	83'213.00	
320400	Museum d'histoire naturelle	3	101'856.25	
310250	Grand Théâtre	1	5'955.00	
		<b>44</b>		<b>1'049'945.40</b>
SPORTS ET SECURITE				
400200	Sports	2	39'875.00	
400300	Incendies et secours			
400400	Service d'assistance et de prot.à la pop.	1	36'400.00	
		<b>3</b>		<b>76'275.00</b>
AFFAIRES SOCIALES, ECOLES ET ENVIRONNEMENT				
500100	Dir. Dépt. aff. sociales, écoles, env.	2	61'720.50	
500200	Délégation à la petite enfance	1	12'310.00	
500300	Service des écoles	7	127'425.70	
500500	Office de l'état civil	1	5'050.00	
500700	Direction service Social	1	32'130.00	
500400	Service des espaces verts - SEVE	2	53'685.00	
500600	Service des pompes funèbres	1	20'000.00	
		<b>15</b>		<b>312'321.20</b>
<b>TOTAL contrats sur fonds chômage VG au 30 juin 2002</b>		<b>90</b>	<b>TOTAL ENGAGE</b>	<b>2'086'746.00</b>

# CONSOLIDATION FONDS CHÔMAGE Paiements 2002

Crédit voté pour 2002		1'903'746.00
Solde 2001 reporté		0.00
<b>Montant action chômage 2002</b>		<b>1'903'746.00</b>
	<b>Débit</b>	<b>Crédit</b>
	<b>Paiements</b>	
Salaires versés au 31.01	310'867.70	0.00
Salaires versés au 28.02	315'398.15	0.00
Salaires versés au 31.03	325'753.70	0.00
Salaires versés au 30.04	314'130.00	0.00
Salaires versés au 31.05	297'517.85	0.00
Salaires versés au 30.06	210'984.10	0.00
Salaires versés au 31.07	0.00	0.00
Salaires versés au 31.08	0.00	0.00
Salaires versés au 30.09	0.00	0.00
Salaires versés au 31.10	0.00	0.00
Salaires versés au 30.11	0.00	0.00
Salaires versés au 31.12	0.00	0.00
<b>TOTAUX</b>	<b>1'774'651.50</b>	<b>0.00</b>
Extournes au 30.06.2002		
<b>Total des salaires versés en 2002</b>		<b>1'774'651.50</b>

<b><u>VERIFICATION</u></b>	
VG-SALAIRES dépenses	1'774'651.50
Saisie MENSUEL virement	1'774'651.50
<b>Différence</b>	<b>0.00</b>
Engagé RECAPITULATIF	2'086'746.00
Engagé VG-SALAIRES	2'086'746.00
<b>Différence</b>	<b>0.00</b>

### **BILAN SALAIRES 2002**

Budget 2002 :	2'086'746.00
Dépenses 2002 :	1'774'651.50

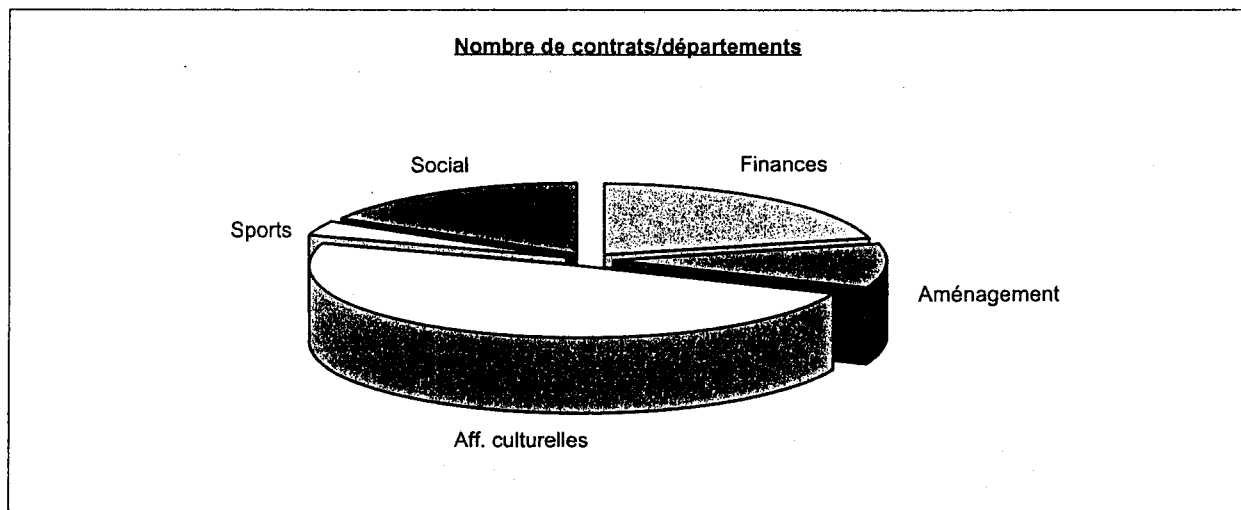
<b>Solde 2002</b>	<b>312'094.50</b>
-------------------	-------------------

P.P.

## CONTRATS SUR LE FONDS CHÔMAGE - 2002

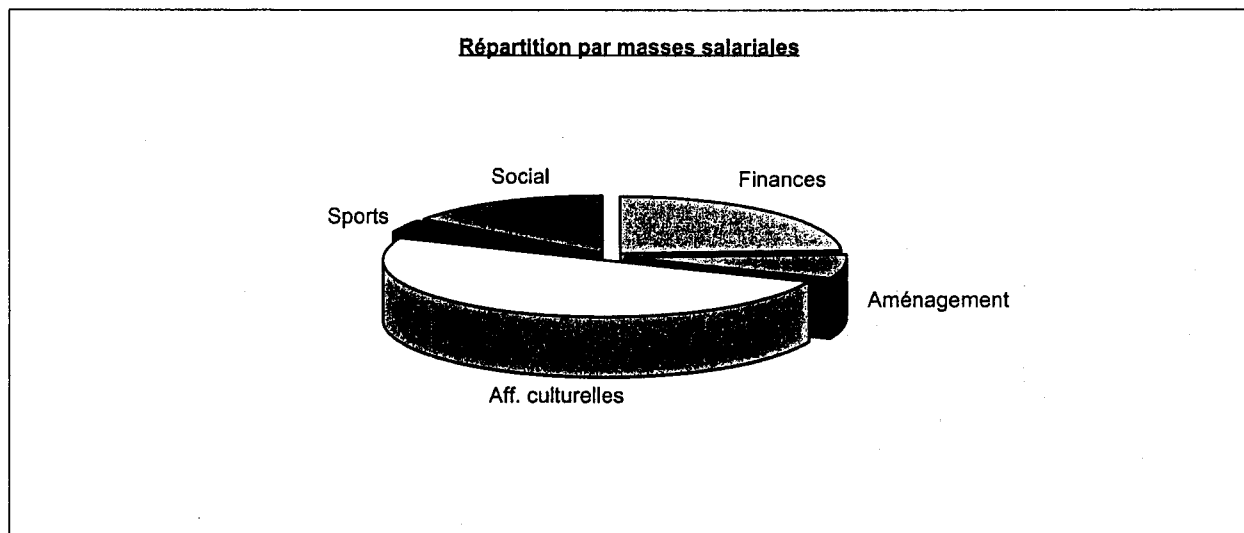
### 1. Répartition par Départements

<b>TOTAL:</b>	<b>90</b>	<b>100%</b>
Finances et administration générale :	19	21.1%
Aménagement et constructions:	9	10.0%
Affaires culturelles:	44	48.9%
Sports et sécurité:	3	3.3%
Affaires sociales:	15	16.7%



### 2. Répartition par masses salariales

<b>TOTAL Fr :</b>	<b>2'086'746.00</b>	<b>100.0%</b>
Finances et administration générale :		24.1%
Aménagement et constructions:		7.0%
Affaires culturelles:		50.3%
Sports et sécurité:		3.7%
Affaires sociales:		15.0%



**CONSOLIDATION  
DES PROVISIONS SALARIALES  
POUR LES INSTITUTIONS**

<b>INSTITUTIONS</b>	<b>Engagements</b>	<b>Dépenses</b>
<b>GIPRI + DENT DE LAIT+API</b>		
	Provisions	Dépenses 2002
GIPRI / Monsieur I.D. (1er novembre 2001 au 30 avril 2002)	32'414.60	
DDL / Madame V.A. (11 octobre 2001 au 10 octobre 2002)	2'000.00	1'217.25
API / Madame C.C. (1er novembre 2001 au 30 avril 2002)	20'485.40	20'485.40
API / Monsieur N.P. (1er février 2002 au 31 juillet 2002)	34'000.00	23'011.80
API / Monsieur L.M. (1er février 2002 au 31 juillet 2002)	34'000.00	23'011.80
	122'900.00	67'726.25
	Non-dépensé	55'173.75
<b>COPYRART + FORDE</b>		
	Provisions	Dépenses 2002
COPYRART / Monsieur J.U (1er mars 2002 au 31 août 2002)	35'000.00	17'460.60
COPYRART / Monsieur P.R. (1er mars 2002 au 31 août 2002)	40'000.00	19'419.75
FORDE / Monsieur D.R. (25 juin 2001 au 24 juin 2002)	4'500.00	3'861.20
	79'500.00	40'741.55
	Non-dépensé	38'758.45
<b>TRIALOGUE + CCSI</b>		
	Provisions	Dépenses 2002
TRIALOGUE / Monsieur J.-P. T. (1er janvier au 31 décembre 2002)	60'000.00	30'419.00
TRIALOGUE / Madame G. Z. (01.01 au 30.06.02 + 01.07 au 31.12.02)	66'000.00	33'335.00
TRIALOGUE / Madame V. E. (01.01 au 30.06.02 + 01.07 au 31.12.02)	32'600.00	16'267.50
CCSI / Madame L. C. (25 octobre 2001 au 24 avril 2002)	20'000.00	19'803.95
CCSI / Madame L. C. (10 mai au 30 septembre 2002)	25'000.00	
	203'600.00	99'825.45
	Non-dépensé	103'774.55
<b>LE CARE + CARITAS</b>		
	Provisions	Dépenses 2002
LE CARE / Monsieur C. G. (1er janvier au 30 juin 2002)	17'000.00	
CARITAS / Monsieur C. G. (1er septembre 2001 au 28 février 2002)	17'000.00	5'655.00
	34'000.00	5'655.00
	Non-dépensé	28'345.00
<b>TOTAL ENGAGE</b>		<b>440'000.00</b>
<b>TOTAL DEPENSE</b>		<b>213'948.25</b>
<b>SOLDE</b>		<b>226'051.75</b>

**CONTRATS CANTONAUX  
(EMPLOIS TEMPORAIRES  
CANTONAUX) 2002**

NO	DEPARTEMENTS	NOMBRE	TOTAL/DPT
	<b>DEPARTEMENT FINANCES ET SERVICES GENERAUX</b>		<b>1</b>
000300	Service des achats	1	
	Services généraux	0	
	Département des finances	0	
	<b>DEPARTEMENT AMENAGEMENT, CONSTRUCTIONS &amp; VOIRIE</b>		<b>0</b>
	<b>Division aménagement et constructions</b>		
210600	Bâtiments	0	
210500	Architecture	0	
210300	Urbanisme	0	
210400	Aménagements urbains	0	
210700	Energie	0	
	<b>Division de la voirie</b>		
230300	Etudes et constructions	0	
230500	Levée et nettoyage	0	
	<b>DEPARTEMENT DES AFFAIRES CULTURELLES</b>		<b>9</b>
300100	Direction du Département	0	
310100	Division art et culture	0	
320100	Conservatoire et jardin botaniques	1	
320200	Musée d'art et d'histoire	4	
320300	Musée d'ethnographie	0	
320400	Muséum d'histoire naturelle	2	
310250	Grand Théâtre	1	
330100	Bibliothèques et discothèques municipales	1	
330200	Bibliothèque publique et universitaire (BPU)	0	
	<b>DEPARTEMENT SPORTS ET SECURITE</b>		<b>1</b>
400200	Sports	1	
400300	S.I.S.	0	
400400	Protection civile / Assistance à la popul.	0	
400600	Domaine public	0	
	<b>DEPARTEMENT AFFAIRES SOC., ECOLES &amp; ENVIRONNEMENT</b>		<b>1</b>
500200	Délégation à la petite enfance	0	
500300	Ecoles	0	
500400	SEVE	0	
500600	Pompes funèbres	1	
500700	Service social	0	
<b>TOTAL DES CONTRATS CANTONAUX OCE / ETAT :</b>			<b>12</b>

**CONTRATS CANTONAUX (EMPLOIS TEMPORAIRES CANTONAUX) - 2002**

**Répartition des contrats par Départements**

<b>TOTAL :</b>	12	100.0%
Finances et admin. générale :	1	8.3%
Amén. et constructions :	0	0.0%
Affaires culturelles :	9	75.0%
Sports et sécurité :	1	8.3%
Affaires sociales :	1	8.3%

